

**DEPARTEMENT DE L'ISÈRE**

**COMMUNE DE DIÉMOZ**

# **ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

## **NOTICE**

**Septembre 2009**



**DEVELOPPEMENT AMENAGEMENT ENVIRONNEMENT CONSEIL**

Savoie : 370, rue des Champagnes 73290 LA MOTTE SERVOLEX 04 79 96 64 88  
Haute-Savoie : 50 rue des Ecoles 74930 REIGNIER 04 50 95 70 10

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PREAMBULE .....</b>	<b>2</b>
1.1	Objectifs de l'étude.....	2
1.2	Contexte et méthodologie .....	2
<b>2</b>	<b>LE MILIEU NATUREL .....</b>	<b>3</b>
2.1	Données géographiques et topographiques .....	3
2.2	Cours d'eau .....	3
<b>3</b>	<b>LE MILIEU HUMAIN .....</b>	<b>4</b>
3.1	Perspectives démographiques et évolution .....	4
3.2	Activités : Artisanat, commerce et services, agriculture.....	4
<b>4</b>	<b>ALIMENTATION EN EAU POTABLE .....</b>	<b>5</b>
4.1	Périmètres de protection des captages.....	5
<b>5</b>	<b>POSSIBILITES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....</b>	<b>5</b>
5.1	Contexte géologique .....	5
5.2	Synthèse de l'aptitude des sols sur la commune .....	6
5.3	Données synthétiques par secteur.....	7
<b>6</b>	<b>ETAT DE L'ASSAINISSEMENT ACTUEL .....</b>	<b>8</b>
6.1	Assainissement collectif .....	8
6.2	Assainissement non collectif .....	9
<b>7</b>	<b>PROJETS D'ASSAINISSEMENT.....</b>	<b>9</b>
7.1	Projets en cours d'étude .....	9
7.2	Projets à préciser dans le futur .....	9
7.3	Projets abandonnés par rapport au zonage de 2000.....	9
<b>8</b>	<b>LES CHOIX D'ASSAINISSEMENT RETENUS ET LE ZONAGE .....</b>	<b>10</b>
8.1	Secteurs en assainissement collectif .....	10
8.2	Secteurs en assainissement non collectif .....	11
<b>9</b>	<b>INCIDENCE SUR LE PRIX DE L'EAU.....</b>	<b>13</b>
<b>10</b>	<b>REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>13</b>
<b>11</b>	<b>EAUX PLUVIALES .....</b>	<b>13</b>

# 1 PREAMBULE

---

## 1.1 OBJECTIFS DE L'ETUDE

En matière d'assainissement des eaux usées, *les lois sur l'eau du 3 janvier 1992 et du 30 décembre 2006* ont renforcé les compétences des collectivités locales.

Et comme le demande *l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales*, **la commune de Diémoz doit délimiter les zones de son territoire relevant de l'assainissement collectif et non collectif.**

**Il faut noter que la commune de Diémoz a déjà réalisé un zonage d'assainissement collectif et non collectif qui a été annexé au P.O.S. révisé en octobre 2000.**

**Il s'agit donc ici d'un toilettage et d'une remise à jour de ce document.**

Par ailleurs, dans la mesure où aucun problème sérieux n'a été soulevé en matière d'eaux pluviales, aucun zonage en la matière n'est prévu (le sujet étant toutefois évoqué dans la présente notice).

## 1.2 CONTEXTE ET METHODOLOGIE

Comme mentionné précédemment, la commune de Diémoz avait demandé au SANO de Vienne de réaliser son zonage d'assainissement collectif et non collectif, qui a été annexé au P.O.S. révisé en octobre 2000.

Le **plan de zonage incluait** toutefois des informations de détail relatives notamment à l'assainissement non collectif, **éléments non réglementairement exigés** sur ce document et qu'il nous a été demandé de supprimer.

Il s'agit donc ici d'un **toilettage**, d'une **remise à jour** et d'une **simplification** de ce **plan de zonage**.

Dans la logique de cette simple mise à jour, il ne nous a pas été demandé :

- d'établir des scénarios d'assainissement et des projet de collecte, des chiffrages divers, ou des comparaisons technico-économiques ;
- de diagnostic sur le réseau d'eaux usées ;
- de travail sur l'assainissement non collectif (sondages, diagnostics, filières...) ;
- d'étude ou de zonage concernant les eaux pluviales.

Il faut noter que les **informations** relatives à l'**assainissement non collectif** apparaissent **dans la carte d'aptitude des sols** à l'assainissement non collectif réalisée par **DAEC** en **1998**, et dont certains éléments sont repris uniquement dans cette notice.

Point important, la **commune a confié sa compétence assainissement non collectif** au Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette.

De même, **en matière d'assainissement collectif**, elle a **confié** :

- sa **compétence transit** (collecteur de transit commun avec Saint-Georges-d'Espéranche) au Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette ;
- sa **compétence épuration** au SYSTEPUR (Syndicat Mixte d'Exploitation de la Station d'Épuration située à Reventin-Vaugris, pour 17 communes proches de Vienne).

Ces collectivités sont donc invitées à donner leur avis sur ce zonage.

Au final, la commune n'a donc **conservé** que la **compétence collecte** des eaux usées sur son territoire (le collecteur ayant la particularité de se prolonger - servitude - sur la commune voisine de Saint-Georges-d'Espéranche, jusqu'au hameau du Péage sur la commune de Oytier-Saint-Oblas).

**Il faut toutefois noter une autre particularité : Les secteurs de Gilet et Le Bailly sont raccordés sur le réseau de Bonnefamille, et donc épurés à la station d'épuration de cette même commune.**

## **2 LE MILIEU NATUREL**

---

### **2.1 DONNEES GEOGRAPHIQUES ET TOPOGRAPHIQUES**

Diémoz est située au Nord-Ouest Nord du département de l'Isère (à proximité du département du Rhône), à une vingtaine de kilomètres au Sud-Est de l'agglomération lyonnaise.

On distingue une partie Nord de la commune relativement plate, et les deux tiers Sud composés d'une succession de collines. Les altitudes, peu élevées, sont comprises entre 290 m (à l'Ouest de la commune), et 425 m (à l'Est).

La population est aujourd'hui supérieure à 2600 habitants. Bien que l'essentiel de la population soit concentrée dans et aux alentours du chef-lieu, le bâti est assez diffus d'où la présence de nombreux petits hameaux.

### **2.2 COURS D'EAU**

On ne recense que peu de cours d'eau sur la commune (ruisseau du Moulin surtout), ce qu'explique la topographie (collines nombreuses et bassins versants très limités), les alluvions fluvio-glaciaires perméables (en partie Nord), et la moraine argilo-sableuse (relativement perméable par endroits).

Par contre, les fonds marécageux et les étangs sont présents notamment au Sud et à l'Est de la commune (la combe du Loup...), correspondant aux dépressions molassiques et morainiques qui sont peu perméables, et où la nappe peut affleurer. De même les versants des combes sont propices aux venues d'eaux (sources de Combe Rousse...).

### 3 LE MILIEU HUMAIN

---

#### 3.1 PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES ET EVOLUTION

La population permanente est regroupée pour l'essentiel sur et autour du village, dans un périmètre géographique limité.

Le tableau suivant présente l'évolution de la population communale.

*Tableau 1 : Evolution de la population communale de 1982 à 2006 (source INSEE)*

Années	1975	1982	1990	1999	2006
Population	974	1510	1848	2231	2562

La population était en très forte augmentation entre 1970 et 1980 (vers 6% annuel), puis cette augmentation s'est réduite ensuite (vers 2% annuel).

Par ailleurs, il faut préciser que le nombre de résidences secondaires est peu important (vers 5%).

#### 3.2 ACTIVITES : ARTISANAT, COMMERCE ET SERVICES, AGRICULTURE

Située sur un axe de passage important (D 36), la commune a pu développer une zone d'activités qui prend de l'ampleur.

La zone d'activités des Granges Neuves accueille de nombreuses entreprises dans les domaines de la métallerie, la construction, la climatisation, l'aspiration, les cuisines...).

Le petit commerce et les services sont également bien représentés.

On dénombre encore une quinzaine d'exploitations agricoles sur Diémoz.

## 4 ALIMENTATION EN EAU POTABLE

---

### 4.1 PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES

Le Sud-Est de la commune est concerné par la station de pompage du Brachet (Syndicat du Brachet) et par les périmètres de protection du captage. Distant d'environ 500 m de la station, le secteur du Plan est compris dans le périmètre de protection éloignée, et Le Bellai et Les Mollies en sont limitrophes.

Le Nord de la commune est lui concerné par le périmètre de protection éloignée du forage de Lafayette (situé sur Saint-Georges-d'Espéranche). Les secteurs de la Plaine de Chanoz notamment sont situés dans ce périmètre.

Il est dès lors préconisé d'envisager un assainissement collectif pour les habitations non encore raccordées, ou de disposer d'un système d'assainissement autonome non susceptible d'interférer avec le captage (avec étude géo-pédologique indispensable).

## 5 POSSIBILITES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

---

Une **carte d'aptitude des sols** à l'assainissement non collectif a été réalisée par **DAEC** en **1998**, et seuls certains éléments de synthèse sont repris dans cette notice.

### 5.1 CONTEXTE GEOLOGIQUE

La commune de Diémoz est située dans la partie Ouest des collines du Bas-Dauphiné. Le sous-sol est constitué de molasse (Miocène supérieur à dominante sableuse) recouverte sur l'essentiel du territoire par des formations quaternaires superficielles (moraine glaciaire, alluvions fluvio-glaciaires, et loess) déposées lors et après le retrait du glacier, sur une épaisseur moyenne évaluée à 20 m.

Les formations tertiaires molassiques n'affleurent donc que rarement (bordure de collines). La moraine glaciaire, dont la morphologie est bien conservée (blocs erratiques), recouvre les deux tiers Est de Diémoz. A l'Ouest, ce sont les nappes alluviales fluvio-glaciaires du stade de Grenay (mises en place lors du retrait du glacier) qui remplissent les dépressions.

Enfin, en certains endroits localisés au Sud de la commune, on retrouve des loess würmiens d'origine éolienne.

Tous les secteurs qui ont été étudiés se situent sur la moraine à dominante argilo-sableuse. Vers 1,50 à 2,00 m, on retrouve parfois une forte proportion de galets insérés dans une matrice argilo-sableuse. On constate donc une certaine uniformité de la

géologie sur les différents secteurs, tout au moins en ce qui concerne le proche sous-sol concerné pour l'assainissement.

## **5.2 SYNTHÈSE DE L'APTITUDE DES SOLS SUR LA COMMUNE**

Sur la commune de Diémoz, compte tenu de la nature souvent peu perméable du recouvrement quaternaire (moraine), voire du substratum géologique (sables molassiques), les conditions sont plutôt peu favorables à l'assainissement non collectif.

En effet, la terre végétale à dominante argileuse et la perméabilité décroissant rapidement en profondeur (avec la présence d'hydromorphie parfois vers 1 m) sont des inconvénients majeurs pour l'épuration et l'infiltration des effluents.

Demeurent toutefois quelques secteurs pour lesquels la perméabilité paraît suffisante pour envisager une épuration et une infiltration classique par le sol. On peut y envisager des champs d'épandage mais avec des tranchées de longueur assez importante dans la mesure où d'une part la perméabilité est limitée (mais correcte), et où d'autre part ce type de sol est propice à un colmatage en cas de mauvaise réalisation. Il faut compter généralement 20 à 25 m par chambre de tranchées d'épandage.

Concernant les secteurs où l'on rencontre des horizons sableux ou graveleux assez perméables sous des argiles sableuses moins perméables, on pourrait envisager d'infiltrer les effluents en profondeur (par l'intermédiaire d'un puits d'infiltration, qui fait suite au filtre à sable vertical drainé dont le rôle est d'épurer les eaux). Cette solution n'est toutefois pas retenue ici dans la mesure où la présence de sable meuble en profondeur est aléatoire, et que des remontées de nappe ne sont pas à exclure. Par ailleurs, la réalisation des puits d'infiltration doit revêtir un caractère exceptionnel et elle est soumise à autorisation préfectorale (arrêté du 6 mai 1996).

Dès lors que l'on ne peut ni épurer, ni infiltrer dans le sol (cas concernant de nombreux secteurs), la solution en matière d'assainissement autonome consiste en la réalisation de filtres à sable verticaux drainés avec rejet au milieu superficiel (ruisseaux à écoulement permanent) ou au réseau d'eaux pluviales quand ils existent.

Rappelons que le rejet au milieu récepteur, s'il est techniquement possible, est à réserver à des cas exceptionnels, et que la qualité du rejet doit répondre aux prescriptions de l'arrêté du 6 mai 1996. Qui plus est, si l'on considère le peu d'écoulements superficiels sur la commune, les possibilités de rejets apparaissent limitées.

Enfin, une technique « alternative » consiste toutefois à tirer parti des faibles capacités d'infiltration du sol pour infiltrer une partie des effluents après épuration préalable dans un filtre à sable. Cette technique, reposant sur la réalisation d'une (ou plusieurs) tranchée de dissipation-infiltration en sortie de filtre à sable, suppose néanmoins certaines garanties de perméabilité, une pente minimale (afin que la tranchée ne se trouve pas trop en profondeur) et une surface de terrain suffisante. Elle est à réserver à quelques constructions et ne peut être généralisée sur un secteur. Ainsi, elle peut permettre de remplir une ou deux dents creuses mais non d'étendre une zone à bâtir de manière conséquente.

### 5.3 DONNEES SYNTHETIQUES PAR SECTEUR

Par secteur, les données concernant l'aptitude des sols peuvent être synthétisées comme présenté ci-après.

Il faut noter cependant qu'il s'agit de grandes lignes et que des études géo-pédologiques à la parcelle permettent d'apporter une information complémentaire et des solutions précises et adaptées au contexte et au projet.

Gilet et Le Bailly : Aptitude assez bonne ; perméabilité correcte à faible profondeur ; filière type tranchées d'épandage.

Beausoleil : Aptitude assez bonne ; perméabilité correcte à faible profondeur ; pente localement ; filière type tranchées d'épandage.

Combe Rousse : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière type tranchées de dissipation après filtre à sable vertical drainé.

Combe Féline : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière type tranchées de dissipation après filtre à sable vertical drainé.

Grand Bletenay : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière type tranchées de dissipation après filtre à sable vertical drainé.

Petit Bletenay : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière type tranchées de dissipation après filtre à sable vertical drainé.

Le Bellai : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière type tranchées de dissipation après filtre à sable vertical drainé.

Les Mollies : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière type tranchées de dissipation après filtre à sable vertical drainé.

Le Plan : Mauvaise aptitude ; perméabilité très limitée ; filière type filtre à sable vertical drainé et rejet.

Les Bruyères : Mauvaise aptitude ; perméabilité très limitée ; filière type filtre à sable vertical drainé et rejet.

Les Bresses : Mauvaise aptitude ; perméabilité très limitée ; filière type filtre à sable vertical drainé et rejet.

Petrier : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière type tranchées de dissipation après filtre à sable vertical drainé.



## 6 ETAT DE L'ASSAINISSEMENT ACTUEL

---

### 6.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Comme vu en préambule, Diémoz a **confié** en 1997 sa **compétence transit** (collecteur de transit commun avec Saint-Georges-d'Espéranche) **au Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette**, et, toujours en 1997, sa **compétence épuration au SYSTEPUR** (Syndicat Mixte d'Exploitation de la Station d'Épuration située à Reventin-Vaugris, pour une quinzaine de communes proches de Vienne).

Diémoz est intégrée dans l'agglomération d'assainissement de Vienne avec une quinzaine d'autres communes de l'Isère (et du Rhône).

Confrontée à des dysfonctionnements, la station d'épuration de Vienne (Reventin-Vaugris) doit faire l'objet d'une mise en conformité (demande d'autorisation).

Dans la même logique, un important diagnostic du réseau a été entrepris sur l'ensemble du territoire concerné par la station d'épuration du SYSTEPUR.

Concernant la **collecte** des eaux usées **sur son territoire**, la commune a conservé la compétence et dispose d'un **réseau en grande partie séparatif aujourd'hui** (secteurs urbanisés récemment, village, vers D36), **et encore en partie unitaire** (secteurs Grimaudière, le Château, les Bouvières, Les Bruyères pour partie).

**Environ 75% de la population est aujourd'hui raccordée au collecteur** (soit 751 abonnés sur environ 1000 foyers).

Le réseau séparatif représente environ 8500 ml (Ø 200 à 300) et concerne donc la partie le long de la D36 et les antennes vers le Sud et notamment le village.

Un poste de relevage permet la collecte du secteur de Grange Neuve.

Il faut noter que l'évolution a été conséquente depuis le zonage de 2000, avec de l'ordre de 2500 ml passés en séparatif.

Le réseau unitaire représente environ 3500 ml (Ø 300 à 600) et concerne donc encore les secteurs de Grimaudière, du Château, des Bouvières, des Bruyères.

Des déversoirs d'orage autorisent le raccordement sur le réseau séparatif.

**Enfin, il faut noter une dernière particularité : Les secteurs de Gilet et Le Bailly sont raccordés sur le réseau de Bonnefamille, et donc épurés à la station d'épuration de cette même commune.**

## 6.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La **commune a confié sa compétence assainissement non collectif** (SPANC) au Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette (statuts le prévoyant depuis 2005).

La mission de contrôle des permis de construire et des travaux (pour le neuf) a été déléguée à la SDEI.

Le SPANC n'a pas encore commencé les contrôles systématiques sur les dispositifs existants, mais des opérations ponctuelles sont réalisées en cas de problèmes particuliers.

**Il serait d'ailleurs souhaitable que ces contrôle soient effectués à court terme et en priorité dans les zones peu aptes à l'assainissement non collectif.**

## 7 PROJETS D'ASSAINISSEMENT

---

### 7.1 PROJETS EN COURS D'ETUDE

Des **travaux de passage en séparatif** sont prévus **courant 2009** dans la rue du Stade et sous la D 518 (secteur des Bouvières), pour environ 500 ml au total.

### 7.2 PROJETS A PRECISER DANS LE FUTUR

Le **collecteur est envisagé dans le secteur des Bresses** (déjà réalisé en partie ces dernières années) **et les Bruyères**. Ces secteurs étaient d'ailleurs déjà en assainissement collectif dans le zonage de 2000.

### 7.3 PROJETS ABANDONNES PAR RAPPORT AU ZONAGE DE 2000

Dans le zonage d'assainissement de 2000 (réalisé par le SANO de Vienne), **2 secteurs** avaient été situés en assainissement collectif futur **qu'il convient de passer en assainissement non collectif** : Grange Neuve (pavillons hors zone d'activités) et Le Grand Bletenay pour partie (projet de filtre à sable collectif).

Sur Grange Neuve (zone pavillonnaire hors zone d'activités), tout est déjà bâti et l'assainissement non collectif ne semble pas poser de problème.

Sur le Grand Bletenay, il est demandé une étude à la parcelle dans le cas de projets individuels afin de voir si une solution est envisageable en assainissement non collectif (et les possibilités de construction sont limitées).

## 8 LES CHOIX D'ASSAINISSEMENT RETENUS ET LE ZONAGE

---

Les modes et les filières d'assainissement envisagés doivent répondre à l'évolution de la démographie et de l'urbanisme de la commune, et concilier les impératifs d'ordre économique (capacité financière communale et intercommunale), technique (sols, réseaux) et environnemental.

Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, Diémoz a délimité un zonage d'assainissement.

Ce zonage aura pour la commune (ainsi que le Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette et le Syndicat Mixte d'Exploitation de la Station d'Épuration), des conséquences importantes en terme de gestion et de responsabilité.

### 8.1 SECTEURS EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Seront retenus comme secteurs en assainissement collectif (voir carte de zonage) l'essentiel des parties urbanisées et urbanisables de la commune :

- Le village ;
- Les secteurs d'urbanisation plus récente en aval du village (en direction de la D 36) ;
- Le long et les alentours de la D 36 ;
- La ZA de Grange Neuve ;
- Grimaudière ;
- Le Château ;
- Les Bouvières ;
- Les Bruyères ;
- Les Bresses ;
- Gilet ;
- Le Bailly.

Sur le plan technique et économique, cette solution se justifie dans ces secteurs notamment pour les raisons suivantes :

- Réseau existant,
- Raccordement au réseau intercommunal et à la station d'épuration intercommunale,
- Topographie assez simple,
- Bâti aggloméré,
- Peu de hameaux et de bâti diffus,
- Présence d'équipements publics (écoles, salle communale),
- Possibilités d'extension du bâti.

Pour ces secteurs, la desserte par un collecteur est un impératif, et le recours à l'assainissement non collectif doit être une solution d'attente quand il est réalisable (fonction du sol, des exutoires éventuels, de la surface de terrain disponible...).

La maîtrise d'ouvrage de la construction et de l'exploitation des ouvrages de collecte, de transfert et d'épuration, sera publique (communale et intercommunale).

Le raccordement des habitations aux égouts se fera le cas échéant en fonction de l'avancement des travaux de réalisation. Conformément à l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique, le raccordement des immeubles aux égouts doit se faire dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du collecteur.

La collectivité aura à charge l'exécution des travaux de branchement sur le domaine public, et ce, jusqu'à la limite des propriétés privées (art L.1331-2 du Code de la Santé Publique).

Les vestiges des anciennes installations d'assainissement individuel (fosses... ) devront être court-circuités afin de ne pas perturber le bon fonctionnement du système épuratoire collectif (art L.1331-5 du Code de la Santé Publique).

Le déversement de rejets autres que domestiques dans les égouts publics, doit être préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces eaux usées. L'autorisation fixe, suivant la nature des réseaux à emprunter ou du traitement à mettre en œuvre, les caractéristiques que doivent présenter ces eaux pour être reçues (art L.1331-10 du Code de la Santé Publique).

La collectivité se réservera le droit de faire participer financièrement les abonnés aux frais d'installations (art L.1331-2, L.1331-3, L.1331-6, L.1331-7 du Code de la Santé Publique).

Remarque : Certaines habitations (assez rares à priori) des hameaux définis en assainissement collectif, ne pourront, pour des raisons topographiques ou d'éloignement, se raccorder au collecteur. Ces maisons devront se doter d'un assainissement non collectif conforme.

## **8.2 SECTEURS EN ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Seront retenus en assainissement non collectif les secteurs et hameaux qui ne sont pas en assainissement collectif, et qui correspondent globalement aux hameaux suivants (non exhaustif, et voir carte de zonage) :

- Petrier (partie)
- Plaine de Chanoz (partie)
- Grange Neuve (pavillons)
- Le Bellai
- Les Mollies
- Le Plan
- Combe Rousse
- Combe Féline
- Beausoleil
- Le Grand Bletenay
- Le Petit Bletenay

Dans ces secteurs, une étude d'assainissement à la parcelle est demandée dans le cas de projets individuels afin de voir quelle solution est envisageable en assainissement non collectif.

Une **carte d'aptitude des sols** à l'assainissement non collectif a été réalisée par **DAEC** en **1998**, et certains éléments de synthèse sont repris dans cette notice dont les données concernant l'aptitude des sols et les grands types de filière d'assainissement envisageables.

En investissement il faut compter en moyenne 6000 à 8000 € par habitation. En fonctionnement, en moyenne 120 à 150 € par habitation.

Pour toutes les habitations ne pouvant se raccorder aux collecteurs, des équipements d'assainissement individuel conformes aux dispositions réglementaires devront être mis en œuvre (arrêté du 6 mai 1996 et DTU 64-1).

Les techniques retenues seront mises en œuvre pour toutes les nouvelles constructions et pour la mise en conformité des installations existantes.

La mise en œuvre d'assainissement individuel respectant les recommandations techniques élaborées en adéquation avec la nature des sols, permet d'obtenir des rendements épuratoires d'excellente qualité avec des contraintes d'entretien faibles.

Dans le ou les secteurs délimités en assainissement non collectif, la collectivité (Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette) sera tenue d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement.

La réalisation et l'exploitation de ces ouvrages reste à la charge des particuliers (gestion privée).

La collectivité peut aussi, si elle le décide, en assurer l'entretien.

Les communes (ou leur regroupement) doivent donc assurer le contrôle des équipements d'assainissement non collectif, à la conception (le plus souvent dans le cadre de l'instruction des permis de construire) et pour leur fonctionnement. L'exécution est réalisée par le Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

Ce contrôle donne lieu à une visite sur le chantier, avant recouvrement des ouvrages neufs, pour évaluer la qualité de leur réalisation et dans le triple but de s'assurer :

- du bon état, ventilation, accessibilité ;
- du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
- de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Dans le cas de rejets en milieu superficiel, un contrôle de la qualité des rejets peut-être effectué.

Quand la collectivité n'a pas pris en charge l'entretien, elle contrôlera :

- la réalisation périodique des vidanges
- la réalisation périodique de l'entretien des dispositifs de dégraissage.

L'entretien des installations d'assainissement non collectif appartient aux particuliers occupants des habitations (propriétaire ou locataire).

Toutefois, si elle le décide, la collectivité peut donc mettre en place un service d'entretien.

## 9 INCIDENCE SUR LE PRIX DE L'EAU

---

Diémoz a confié sa **compétence transit** au Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette et sa **compétence épuration** au SYSTEPUR.

Dans ce cas de figure, le calcul de l'incidence sur le prix de l'eau des travaux à entreprendre sur la seule commune de Diémoz ne permet pas de faire une estimation correcte. Ce d'autant plus que ces travaux sont encore imprécis.

Aujourd'hui, le prix de l'eau (part assainissement) est de 0,78 € au m<sup>3</sup> d'eau consommé. Ce prix ne concerne pas les petits hameaux de Gilet et Le Bailly dont les habitants sont raccordés et épurés sur la commune voisine de Bonnefamille.

Le Participation de Raccordement à l'Egout est de 3100 € HT.

Le contrôle de l'assainissement non collectif est facturé 210 €.

## 10 REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

---

Les habitants de Diémoz sont soumis au règlement établi par la commune, et pour partie par la commune de Bonnefamille (Le Bailly et Gilet y sont raccordés).

## 11 EAUX PLUVIALES

---

La commune de Diémoz a la particularité de disposer de nombreux ouvrages de rétention d'eaux pluviales répartis sur son territoire. 4 sont liés à la ligne grande vitesse, mais 5 autres sont situés à proximité ou le long du ruisseau du Moulin, qui traverse l'aval de la commune.

Depuis leur réalisation, la commune ne rencontre apparemment plus de problèmes liés à l'évacuation des eaux pluviales en période de forte pluviométrie.

Dans le cadre du document d'urbanisme, des mesures peuvent toutefois être prises afin de ne pas aggraver la situation actuelle, éviter les troubles pour les futures constructions, et accessoirement aider au règlement de certains désordres.

Il est possible de prévoir pour chaque construction des ouvrages de rétention-infiltration (base de 4-5 m<sup>3</sup> par habitation, à préciser selon les constructions).

Il s'agit de stocker la pointe de l'événement pluvieux, en permettant d'une part un débit de fuite par un petit orifice (restituant le débit écoulé sur le terrain avant construction), et d'autre part une infiltration progressive une fois le temps sec revenu.

Lors d'opérations importantes de constructions (lotissements, zone d'activités), une étude particulière peut être réalisée afin de cerner les problèmes se posant dans le secteur, et de dimensionner des ouvrages de rétention ou/et d'infiltration le cas échéant.